



|  |  |
|--|--|
| <p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le 09 FEV 2018</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p> <p>Maire par délégation</p> <p>MC TESTA</p>  | <p>Partie réservée au visa<br/>de la Sous-Préfecture</p> |
|--|--|

Service : Voirie

**POLICE DE LA CIRCULATION**

PERMIS DE STATIONNEMENT

place Gabriel Péri

stationnement interdit - stationnement autorisé pour une camionnette de chantier **PROROGATION**



Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2016,

VU l'arrêté N°73 publié le 17 Janvier 2018

VU la demande de la Société ARIAC ADC 34, en date du 10 Janvier 2018, qui souhaite effectuer des travaux de rénovation d'un local, en occupant temporairement le domaine public, place Gabriel Péri.

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : l'arrêté N° 73 publié le 17 Janvier 2018 est prorogé**

**ARTICLE 2 : A compter du 10 Février 2018 et jusqu'au 23 Février 2018**, la Société ARIAC ADC 34 (siret n° 434 228 193 000 42), sis 8 avenue du Lac - 34800 CLERMONT L'HERAULT est autorisée à occuper le domaine public au droit du n°4 place Gabriel Péri pour effectuer des travaux de rénovation d'un local.

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction expresse de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

**ARTICLE 3 :** Pour l'exécution des travaux, les mesures suivantes sont prises :

Au droit du n° 4 place Gabriel Péri : le stationnement sera interdit et ce avec enlèvement immédiat des véhicules et uniquement autorisé pour une camionnette de chantier en fonction de l'avancement des travaux

Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

**ARTICLE 4 :** Le requérant Société ARIAC ADC 34 est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé, 8 avenue du Lac - 34800 CLERMONT L'HERAULT, par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 22.00 € (vingt deux euros) pour 10.00 m<sup>2</sup> correspondant à 1.10 € par semaine par m<sup>2</sup>, conformément au catalogue des tarifs établi par la Ville.

**ARTICLE 5 :** Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par la société 7 jours avant le début des travaux.

**ARTICLE 6 :** Le requérant assurera la signalisation nécessaire de l'emprise du chantier par la mise en place des dispositifs de sécurité à destination du public.

Le véhicule devra être signalé et installé de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux immeubles, aux bouches d'incendie, etc..

**ARTICLE 7:** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 :** Le requérant supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 9 :** La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

**ARTICLE 10:** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 10 :** Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

09 FEV 2018



Robert MENARD  
Pour le Maire par délégation  
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER  
Adjointe chargée de la Direction des Transports,  
du Stationnement et de la Circulation





|   |  |
|---|--|
| <p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le <b>09 FEV 2018</b></p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p> <p><i>Maire par délégation</i></p>  <p><b>MC TESTA</b></p>  | <p>Partie réservée au visa<br/>de la Sous-Préfecture</p> |
|---|--|



Service : Voirie

**POLICE DE LA CIRCULATION**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Autorisation de Voirie : 034 032 17T 0272

Accordée à : Sarl André VIDAL

Pour occupation du domaine public : 6 rue des Peupliers côté route de Narbonne

Nature des travaux : ravalement de façade **PROROGATION**

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2016,

VU l'arrêté N°48 publié le 15 Janvier 2018

VU la demande de Sarl André VIDAL, en date du 08 Janvier 2018, qui sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage (Long. : 9m, Larg. : 1m, Haut. : 6m), en occupant temporairement le domaine public, 6 rue des Peupliers,

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : l'arrêté N° 48 publié le 15 Janvier 2018 est prorogé**

**ARTICLE 1 :** Sous réserve des droits des tiers, Sarl André VIDAL, (SIRET n° 383 359 742 000 38) est autorisée à procéder à l'installation d'un échafaudage 6 rue des Peupliers.

Au n°6 rue des Peupliers – côté route de Narbonne :

- la chaussée sera rétrécie
- l'accès piétons devra être maintenu et sécurisé pendant la durée des travaux

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3 :** La voie publique pourra être occupée suivant les dimensions déclarées, sans faire obstacle au libre écoulement des eaux, et seulement au droit de l'immeuble objet des travaux aux conditions suivantes :

- Signalisation diurne et nocturne (éclairage) réglementaire du chantier à la charge du demandeur. Les rubans de signalisation ne doivent pas être utilisés seuls pour délimiter le chantier mais uniquement pour renforcer sa visibilité
- Assurer la sécurité et la circulation permanente des usagers du domaine public, sauf arrêté de circulation spécifique, ainsi que le libre accès aux immeubles, mobiliers urbains, équipements de sécurité. Les zones piétonnes seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

**ARTICLE 4 :** La présente autorisation devra être affichée sur le terrain par les soins du demandeur pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 5 :** Les travaux pourront être entrepris **à compter du 10 Février 2018 et devront être terminés le 16 Février 2018**. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

**ARTICLE 6 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, après avis donné 8 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté. Pendant la durée du chantier, les abords seront protégés des salissures et périodiquement nettoyés.

**ARTICLE 7 :** Le redevable bénéficiaire est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé 210 rue Joseph Marie Jacquard - 34500 BEZIERS par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 23,40 € (vingt trois euros et quarante centimes), correspondant au tarif de 2.70 € par semaine et par m<sup>2</sup>, pour une surface de 9.00 m<sup>2</sup> pendant 2 semaines, conformément au catalogue des tarifs établi par la Ville.

**ARTICLE 8 :** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 9 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 10 :** La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

**ARTICLE 11 :** La présente autorisation ne vaut pas autorisation de construire et ne dispense pas de procéder aux formalités relatives au droit de l'urbanisme. Dans ce cas, l'occupation du domaine public ne pourra être que postérieure à l'autorisation d'urbanisme.

**ARTICLE 12 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 13** : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

09 FEV 2018



Robert MENARD  
Pour le Maire par délégation  
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER  
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,  
du Stationnement et de la Signalétique



|  |  |
|--|--|
| <p><b>Notifié le</b><br/><b>Notification reçue le</b><br/><b>Publié le</b> 09 FEV 2018<br/><b>Certifié exécutoire, le Maire</b></p> <p><i>Maire par délégation</i></p>  <p>MC TESTA</p>  | <p>Partie réservée au visa<br/>de la Sous-Préfecture</p> |
|--|--|



Service : Voirie

**POLICE DE LA CIRCULATION**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
Autorisation de Voirie : DP 034 032 14T 0127  
Accordée à : Sarl des Ets André Vidal  
Pour occupation du domaine public : 38 rue Française  
Nature des travaux : ravalement de façade **PROROGATION**

Le Maire de la Ville de Béziers,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;
- VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;
- VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;
- VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;
- VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;
- VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;
- VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;
- VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2016,
- VU l'arrêté N°2420 publié le 7 Décembre 2017
- VU la demande de Sarl des Ets André Vidal, en date du 01 Décembre 2017, qui sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage (Long. : 8m, Larg. : 1m, Haut. : 7,5m), en occupant temporairement le domaine public, n° 38 rue Française,

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : l'arrêté N° 2420 publié le 7 Décembre 2017 est prorogé**

**ARTICLE 2 :** Sous réserve des droits des tiers, Sarl des Ets André Vidal, (n° 383 359 742 000 38) est autorisée à procéder à l'installation d'un échafaudage 38 rue Française.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après .

**ARTICLE 4 :** La voie publique pourra être occupée suivant les dimensions déclarées, sans faire obstacle au libre écoulement des eaux, et seulement au droit de l'immeuble objet des travaux aux conditions suivantes :

- Signalisation diurne et nocturne (éclairage) réglementaire du chantier à la charge du demandeur. Les rubans de signalisation ne doivent pas être utilisés seuls pour délimiter le chantier mais uniquement pour renforcer sa visibilité
- Assurer la sécurité et la circulation permanente des usagers du domaine public, sauf arrêté de circulation spécifique, ainsi que le libre accès aux immeubles, mobiliers urbains, équipements de sécurité. Les zones piétonnes seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

**ARTICLE 5 :** La présente autorisation devra être affichée sur le terrain par les soins du demandeur pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 6 :** Les travaux pourront être entrepris à compter du **09 Février 2018 et devront être terminés le 23 Février 2018**. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

**ARTICLE 7 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, après avis donné 8 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté. Pendant la durée du chantier, les abords seront protégés des salissures et périodiquement nettoyés.

**ARTICLE 8 :** Le redevable désigné est tenu d'acquitter le droit de voirie sur la base du tarif régulièrement établi par délibération du Conseil Municipal. Le projet étant situé en zone d'OPAH et la durée du chantier inférieur à deux mois, le redevable est exonéré des droits de voirie. Le projet étant situé en Secteur Sauvegardé et la durée du chantier inférieur à deux mois, le redevable est exonéré des droits de voirie.

**ARTICLE 9:** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 10:** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

**ARTICLE 12 :** La présente autorisation ne vaut pas autorisation de construire et ne dispense pas de procéder aux formalités relatives au droit de l'urbanisme. Dans ce cas, l'occupation du domaine public ne pourra être que postérieure à l'autorisation d'urbanisme.

**ARTICLE 13 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.



**ARTICLE 14** : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

09 FEV 2018



Robert MENARD  
Pour le Maire par délégation  
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER  
Adjointe chargée de la Voie, des Transports,  
du Stationnement et de la Signalétique